



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. limitée
24 septembre 2012
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Cinquante-neuvième session

Genève, 17-28 septembre 2012

**Projet de rapport du Conseil du commerce et du
développement sur sa cinquante-neuvième session**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, du 17 au 28 septembre 2011

Table des matières

	<i>Page</i>
Résumé du Président.....	2
Interdépendance: Coordonner la relance de la croissance mondiale.....	2

Résumé du Président

Interdépendance: Coordonner la relance de la croissance mondiale

1. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Conseil a examiné la situation vulnérable de l'économie mondiale et les obstacles persistants à l'adoption d'une approche plus efficace pour coordonner la relance. L'interdépendance de l'économie mondiale transparaissait non seulement dans le déclenchement et la propagation de la crise, mais aussi dans la reprise. L'économie mondiale, déjà en phase de ralentissement, menaçait sérieusement de s'essouffler davantage encore. Le coût humain de la montée du chômage et de la persistance de la crise était très élevé, et l'expérience des pays en développement qui avaient subi des crises au cours des dernières décennies montrait que le risque était qu'au-delà d'une «décennie perdue» se profile une «génération perdue». Il était préoccupant de constater que les efforts actuellement déployés pour stimuler l'économie dans la plupart des pays développés ne s'étaient pas avérés efficaces et avaient même été contreproductifs. Les politiques d'austérité inadaptées et les effets des inégalités croissantes de revenus contribuaient à anémier la demande potentielle. Les pays en développement avaient été le moteur de la croissance depuis 2006, mais ils ne pouvaient pas continuer à porter le fardeau de la reprise mondiale.

2. La zone euro était une source particulière de préoccupation en raison de son poids dans l'économie mondiale et de son importance persistante en tant que débouché pour de nombreux pays en développement, malgré les efforts déployés afin de dépendre davantage des marchés nationaux et régionaux.

3. Le débat sur les orientations a porté essentiellement sur six points principaux:

a) Le taux élevé d'endettement public en pourcentage du produit intérieur brut de nombreux pays était une conséquence de la crise et non pas sa cause. Les efforts déployés pour consolider la dette par des mesures d'austérité budgétaire étaient mal inspirés, menaçant de déboucher sur une instabilité et un ralentissement accrus. Le problème de l'économie mondiale résidait dans le déficit de la demande qui était aggravée par les restrictions budgétaires et les réformes du marché du travail;

b) Les efforts visant à accroître la demande étaient fragilisés par les fortes inégalités de revenus. Des mesures de redistribution des revenus et de soutien étaient nécessaires, surtout dans les pays développés excédentaires. Une meilleure répartition des revenus aiderait aussi les pays en développement ou en transition qui dépendaient davantage des marchés nationaux et régionaux que les années précédentes, car elle contribuerait à développer ces marchés et à favoriser une croissance soutenue et équitable;

c) Les problèmes de la zone euro démontraient que l'euro ne pouvait pas jouer le rôle à la fois de monnaie internationale et de monnaie nationale. La crise dans les pays périphériques pouvait être résolue par l'adoption de diverses mesures, notamment par la mise en œuvre d'un plan Marshall destiné à accroître la productivité dans ces pays, par le rééquilibrage de l'économie allemande, par l'annulation de dettes, par une restructuration du secteur financier débouchant sur la création de banques européennes à la place des banques nationales, ainsi que par la redistribution des revenus et de la richesse. Si de telles mesures n'étaient pas adoptées, l'euro pourrait disparaître;

d) Les règles du commerce international avaient besoin d'être réformées afin d'aller dans le sens des principes directeurs qu'étaient le commerce équitable, le renforcement des capacités, la mise en place de règles équilibrées et la bonne gouvernance. La libéralisation à outrance du commerce, qui était favorisée par le discours sur les chaînes

de valeur mondiales, n'était pas bénéfique aux pays en développement et devrait être repensée. Il fallait réformer le système financier international, afin de le rendre plus démocratique et moins vulnérable à l'instabilité des taux de change;

e) Il fallait non seulement procéder à une analyse des problèmes économiques mondiaux qui soit davantage soucieuse des conséquences humaines et moins étroitement axée sur les marchés, mais aussi concevoir et promouvoir des mesures de relance. Les modèles traditionnels mettant exclusivement l'accent sur les bénéfices ne prenaient pas en compte la dimension humaine et il était temps d'examiner les incidences sur les droits de l'homme du marché du travail, de la production et du commerce;

f) La volonté et la coordination politiques qui existaient au début de la crise s'étaient affaiblies. Les pays devraient se rendre compte une fois de plus qu'ils sont «tous dans le même bateau». L'Organisation des Nations Unies pourrait jouer un rôle central dans les efforts de redressement car elle permettait à tous les pays, y compris aux plus petits d'entre eux, de participer et de faire entendre leur voix.

4. D'autres points soulevés au cours du débat portaient sur la manière dont les mesures visant à augmenter la demande pouvaient être conciliées avec des modes de production et de consommation écologiques, et sur la façon dont la poursuite de l'intégration financière et monétaire régionale continuerait de profiter aux pays en développement, malgré les problèmes actuels que connaissait la zone euro.
